

AIDE MEMOIRE DU COMITE CONJOINT DE SUIVI DE L'ACCORD DE PARTENARIAT VOLONTAIRE FLEGT

25 ET 26 AVRIL 2013

Le Comité Conjoint a eu lieu les 25 et 26 avril 2013 à Yaoundé dans la salle 635 du MINFOF.

Il avait pour objectif de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'APV, de proposer des recommandations pour le prochain Conseil conjoint.

La liste des participants est jointe en annexe.

1. introduction

Après le mot d'introduction et de bienvenue du Secrétaire Général du MINFOF Monsieur Denis KOULAGNA KOUTOU par ailleurs co-président de séance avec le représentant de la Commission européenne Monsieur Mathieu BOUSQUET, l'ordre du jour de ce quatrième Comité conjoint a été approuvé avec quelques aménagements : l'introduction d'une discussion sur les questions dites structurantes concernant le RBUE, la délivrance des certificats de légalité et les questions d'information.

Un secrétariat conjoint a été désigné.

2. Etat de la mise en œuvre des recommandations du dernier CCS des 28 et 29 novembre 2012

La partie camerounaise a présenté les avancées de la mise en œuvre de l'APV. Ces différents points sont détaillés spécifiquement dans la suite des travaux.

3. Questions structurantes

a. Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE)

La partie européenne a rappelé les principes du règlement sur le bois (RBUE), à savoir :

- Lutter contre l'exploitation illégale du bois dans le monde (UE incluse)
- Amener les opérateurs qui placent du bois sur le marché européen à s'assurer de la légalité de ces bois
- Ce n'est pas une mesure de contrôle aux frontières. Les services des douanes des Etats membres de l'UE n'ont aucune implication dans la mise en œuvre du règlement
- Le règlement s'applique aux importateurs européens, basés en Europe : ils doivent mettre en place un système de diligence raisonnée (système d'analyse de risques) afin de s'assurer qu'ils ne mettent pas de bois illégal sur le marché européen.
- Ces importateurs vont donc se tourner vers les exportateurs (par exemple camerounais) pour obtenir des informations sur la légalité de leurs bois.
- Le règlement prévoit que l'analyse des risques est de la responsabilité des opérateurs européens. Cependant le règlement spécifie que le bois sous autorisations FLEGT ou permis CITES est légal. Ceci constitue une incitation forte pour les pays engagés dans un processus FLEGT à émettre rapidement des autorisations FLEGT. En attendant et dans tous les autres cas, l'importateur européen devra définir ses propres critères d'analyse des risques ; par exemple l'essence des produits importés.

- L'exportateur camerounais devrait vraisemblablement être sollicité par son acheteur européen pour fournir les éléments rassurant quant à la légalité du bois.
- Si l'opérateur européen n'a pas mis en place un système de diligence raisonnée, il est passible de sanctions administratives ou pénales.

Le RBUE est donc un encouragement pour le processus FLEGT. Tant que des autorisations ne sont pas disponibles, les exportateurs doivent pouvoir démontrer la légalité des bois. Un travail important de communication est donc nécessaire pour faire connaître le travail réalisé dans le cadre de la mise en œuvre de l'APV à ce jour.

La partie camerounaise propose d'organiser un atelier pour permettre de partager des informations précises sur le RBUE avec l'ensemble des acteurs de la filière. La partie européenne suggère qu'un Etat membre de l'UE soit partenaire de ce type d'évènement. La partie européenne mentionne également les initiatives régionales en cours avec la CEEAC allant dans le même sens. La partie européenne propose d'adapter au Cameroun des messages et des supports à destination des acteurs de la filière pour mieux faire connaître le RBUE, en lien avec la Cellule de Communication (CELCOM) du MINFOF.

La société civile a indiqué que Client Earth et CED ont organisé au Cameroun deux ateliers sur le RBUE les 4 et 5 avril dernier, l'un avec la société civile et l'autre avec le secteur privé. La société civile se propose d'organiser deux autres ateliers sur le RBUE au courant de l'année 2013.

La partie camerounaise propose d'utiliser le site web pour communiquer à destination du public des informations sur la légalité comme par exemple la liste des titres valides, le sommier des infractions, etc.

b. Délivrance des certificats de légalité

La partie camerounaise a présenté le statut du développement du certificat de légalité. Suite à l'arrêté 004, une dizaine de sociétés ont déjà fait la demande d'un certificat de légalité.

Une fiche de collecte a été développée pour évaluer au niveau interne les informations qui sont déjà disponibles au ministère avant d'aller vers les opérateurs.

Les opérateurs qui ont fait la demande ont soumis quelques éléments, mais un certain nombre de documents stipulés dans l'arrêté ne sont pas encore disponibles, notamment les attestations de conformité concernant les normes environnementales et les normes du travail.

La partie européenne rappelle que le certificat de légalité est un élément structurant pour obtenir une autorisation FLEGT et que l'ensemble des critères, y compris ces derniers, doivent être vérifiés. En l'absence des attestations sus mentionnées, le certificat de légalité ne peut donc pas être émis. Dans le cadre du RBUE, il est noté que le certificat de légalité pourrait être utile aux opérateurs camerounais pour rassurer leurs acheteurs européens quant à leur légalité.

Afin de ne pas pénaliser ces opérateurs, la partie européenne suggère que le Cameroun informe par courrier les entreprises que le certificat de légalité ne peut pas être émis en attendant la mise en place des attestations sus nommées, mais, le cas échéant, confirme que ces entreprises ont bien soumis l'ensemble des autres documents nécessaires à l'établissement des certificats de légalité et que ceux-ci sont conformes.

La partie européenne suggère également que des informations relatives au processus de délivrance des certificats de légalité soient présentées sur le site internet de l'APV.

Par ailleurs, la partie européenne rappelle que le certificat de légalité repose sur des vérifications effectives. A titre d'exemple, les attestations environnementales et celles concernant le travail doivent correspondre à des vérifications de terrain telles qu'énoncées dans les grilles de légalité et reprises dans l'arrêté 004/MINFOF fixant les modalités de délivrance des certificats de légalité dans le régime d'autorisation FLEGT.

La partie camerounaise s'emploiera à mobiliser les deux administrations concernées pour résoudre ces problèmes au plus vite.

Questions d'information

1. Conclusions du CNS du 19 avril 2013

La partie camerounaise a présenté les conclusions du CNS du 19 avril 2013, qui seront disponibles sur le site web.

La partie européenne félicite la partie camerounaise pour l'organisation du CNS. Elle suggère que les prochains CNS aient lieu au moins 15 jours avant les CCS afin que les informations soient partagées en avance du CCS.

La partie camerounaise a indiqué que le mode de fonctionnement du CNS en termes de composition, de reporting est déjà précisé dans l'arrêté relatif au CNS. L'identification des représentants de la société civile, des réseaux de forêts communautaires et des peuples autochtones est en cours (possibilités d'adjoindre un suppléant). Un des critères essentiels est la capacité du représentant à porter des positions de ceux qu'il représente et à animer un débat avec les plateformes d'acteurs concernés.

La Partie européenne a suggéré qu'un facilitateur puisse aider l'ensemble des groupes d'acteurs à mieux être informés sur et impliqués dans la mise en œuvre de l'Accord. Le principe d'une facilitation s'appuie sur le principe de neutralité, au service de la mise en œuvre du processus.

La partie camerounaise suggère qu'un groupe de travail soit établi rapidement au MINFOF pour convenir des rôles que cette facilitation pourrait avoir dans le contexte de la mise en œuvre de l'APV. La partie européenne informe qu'elle recherchera des financements pour la mobilisation d'un facilitateur.

2. Rapport d'état des lieux 2010-2011

La partie européenne a bien reçu la proposition camerounaise pour un rapport d'état des lieux sur la mise en œuvre de l'APV en 2010/2011, elle n'a pas d'objection à sa publication par la partie camerounaise, mais souligne le besoin de spécifier en introduction les auteurs du rapport ; page 8, de supprimer le point sur la ratification par le Conseil (paragraphe 5.1) et page 14 et suivantes, d'actualiser le tableau (la situation 4.03.2011 devrait être la situation fin 2011). Un rapport de synthèse de 5 pages sera également développé pour communiquer auprès du grand public avec l'appui d'EFL.

3. Rapport conjoint 2012

Le rapport conjoint 2012 a été finalisé, les derniers commentaires de la partie camerounaise ayant été reçus le matin même. La partie européenne intégrera ces commentaires. La version finale sera envoyée dans les

meilleurs délais pour validation rapide au CNS. Elle sera ensuite mise en forme (photos, citations, mise en page) par EFI, puis mise en ligne sur le site de l'APV du MINFOF.

La partie européenne a rappelé l'importance de publier ce document rapidement afin de communiquer sur l'avancement de la mise en œuvre de l'Accord auprès des partenaires du Cameroun. Ce rapport conjoint sera envoyé au parlement camerounais, au parlement européen et aux différents Etats membres.

Une synthèse de deux pages en français et en anglais sera préparée avec l'appui d'EFI à destination du grand public.

4. Point sur le processus de révision de la loi et textes d'application

La partie européenne a souhaité plus d'informations sur le processus de révision de la loi, des arrêtés et textes d'application correspondants, de la réponse à la lettre de l'UNCERD, et de l'information des parties prenantes sur ces sujets.

La partie camerounaise a informé que le projet de loi avait été transmis à la primature qui est en train d'analyser ces documents et a demandé que les textes d'application principaux soient déjà préparés pour permettre une vision globale et après l'adoption une mise en application rapide. La partie camerounaise a précisé qu'un forum serait organisé lorsque le MINFOF recevrait un retour du texte de la part des services du Premier ministre. Il a été indiqué que les commentaires des différentes parties prenantes sont archivés et disponibles. La partie européenne a suggéré une démarche proactive de la partie camerounaise en termes d'information des parties prenantes sur la façon dont leurs contributions ont été prises en compte.

La révision de cette loi pose des questions liées à l'aménagement du territoire et également à l'avenir de la forêt au regard du développement du secteur minier et agro-industriel, a souligné la partie européenne. La partie camerounaise a informé de la mise en place d'un groupe de travail interministériel autour de ces questions de réforme foncière et d'aménagement du territoire. Un dialogue entre le gouvernement et le parlement est également en cours sur ces questions. La partie camerounaise a noté que les grands principes de gestion durable de la forêt et de contribution de la forêt à l'économie locale sont acquis.

Une étude économique sur la filière bois et la réforme foncière sont en cours, ces problématiques sont directement liées à la nouvelle loi forestière. La partie camerounaise a exprimé son souhait d'avoir une approche globale et interministérielle de ces questions : les travaux sont donc en cours et la nouvelle loi forestière sera présentée au parlement dans ce contexte.

A la question sur la lettre de l'UNCERD et la consultation des peuples autochtones, une réponse est en cours de préparation. Le parlement camerounais a réaffirmé sa sensibilité sur ces questions.

5. Arrêtés ministériels

Trois arrêtés relatifs à la mise en œuvre de l'APV (certificat de légalité, SIGIF, autorisation FLEGT) ont été publiés le 7 février 2013. Un autre arrêté est en préparation sur le système de gestion du contentieux, pour lequel la Brigade nationale de contrôle est pilote. La partie européenne a rappelé l'importance de la gestion des contentieux et établi le lien avec la gestion des non conformités et leur impact sur les autorisations FLEGT comme stipulé dans l'Accord.

Les deux parties conviennent de mettre en place un groupe de travail sur le contentieux et les non-conformités sous la direction de la Brigade nationale en associant la Direction des impôts, la Direction des forêts et le secteur privé. La partie européenne sera associée.

Le secteur privé a souligné l'importance de la formation des agents de contrôle notamment en termes de qualification des infractions.

6. Mise au point sur les conclusions de l'évaluation finale du projet STBC

La partie camerounaise a rappelé que le STBC s'est clôturé le 15 décembre 2012 et qu'une évaluation finale avait eu lieu en mars dont les résultats ont été communiqués aux différentes parties prenantes. Le Comité prend acte des informations communiquées dans l'évaluation finale.

7. SIGIF II

Les deux parties s'accordent sur le principe du développement d'une nouvelle application SIGIF.

La partie camerounaise a indiqué que des TdR ont été développés et sont en cours de finalisation. Ils concernent le développement du logiciel SIGIF capitalisant sur le projet précédent, et notamment les livrables qui ont été fournis au MINFOF. La partie camerounaise souhaite mobiliser l'Agence nationale de technologie de l'information et de la communication (ANTIC) pour les questions relatives à l'hébergement et le backup du logiciel et des bases de données associées.

La partie européenne a rappelé sa disponibilité à appuyer le financement du développement du logiciel pour autant que les coûts de gestion récurrents du logiciel à développer soient à la charge du Cameroun, quelle que soit la solution développée. La mobilisation de reliquats du FED pourrait être envisagée. Pour avancer, une demande formelle du ministère est nécessaire. Le financement du développement du logiciel se ferait par appel à la concurrence (appel d'offres). Les procédures d'appel d'offres du FED requièrent un minimum incompressible de 6 mois pour la passation de marché.

Il est estimé que le développement de l'application informatique prendrait 6 mois.

La partie camerounaise a rappelé l'urgence politique de disposer d'un SIGIF fonctionnel. Aussi, considérant que les délais requis dans le cadre d'un financement du logiciel par la partie européenne sont trop longs, la partie camerounaise a indiqué vouloir faire appel aux ressources du fonds commun pour pouvoir lancer le développement du logiciel dans de meilleurs délais. Les partenaires du MINFOF seraient sollicités pendant la phase d'accompagnement au déploiement de logiciel.

La partie européenne a pris note et a rappelé que toute demande d'appui au développement du logiciel ou à son accompagnement ne peut être prise en compte et traitée que lorsqu'une demande a été formalisée.

8. Etat des lieux sur l'évaluation des systèmes de certification privée

La partie camerounaise a présenté le travail en cours visant à agréer les organismes de certification présents au Cameroun. Une proposition de décision est présentée et la partie européenne est amenée à la commenter dans les meilleurs délais.

La partie camerounaise a présenté ensuite les avancées de l'étude sur l'évaluation des systèmes de certification privée. Des grilles d'évaluation ainsi qu'une méthodologie de consultation ont été développées par le consultant mobilisé par le MINFOF. Ces grilles devraient permettre d'analyser d'une part la conformité des référentiels de certification privée avec les grilles de légalité telles que définies dans l'Accord et d'autre part la fiabilité des procédures d'audit associées. Ce travail a été présenté au Comité national de suivi qui sera associé pour la validation des résultats des évaluations des systèmes de certification privée.

Les deux parties conviennent de l'importance de publier la méthodologie de reconnaissance des systèmes de certification privée, en termes d'accréditation et d'actualisation annuelle. La partie européenne commentera la proposition de méthodologie fournie par la partie camerounaise.

Une fois le processus d'évaluation des systèmes de certification privée validé par le CNS, la liste des systèmes reconnus sera publiée.

9. Certificats de légalité

Cf. questions structurantes

10. Règlement intérieur

La partie camerounaise informe que les services du Premier ministre ont marqué leur non objection par rapport au document fourni au dernier Comité conjoint. Les deux parties s'accordent pour recommander formellement au Conseil d'adopter les règlements intérieurs du Comité conjoint et du Conseil. Cette recommandation sera datée et numérotée.

11. Procédure d'arbitrage

La partie camerounaise informe que la proposition de procédure d'arbitrage fournie par la partie européenne au Comité conjoint de juillet 2012 est en cours de consultation auprès des services du Ministère de la justice et d'une expertise indépendante. La partie européenne a proposé qu'au terme de ces consultations une réunion entre juristes soit organisée par vidéoconférence pour finaliser les procédures.

12. Auditeur Indépendant du Système (AIS)

Le Comité de lecture ad hoc s'est réuni le lundi 22 avril 2013. Ce Comité était composé de représentants nommés par chacune des parties de l'Accord. Le Comité de lecture a fait part de ses conclusions sur les travaux de l'AIS et de ses recommandations au Comité conjoint.

La partie camerounaise souhaite que le CNS puisse être consulté sur ces travaux. Toutefois, sans attendre les conclusions du CNS, les deux parties conviennent de demander à l'AIS dans un premier temps :

- de se référer aux objectifs et résultats existant actuellement dans des termes de référence contractuels de l'AIS
- de réaliser des audits de la procédure d'attribution des titres pour l'ensemble des titres valides (tels que publiés par le MINFOF en avril 2013).

Les deux parties conviennent du principe des audits modulaires et du rôle du CNS pour valider les rapports de mission d'audit de l' AIS. Un CNS sera convoqué pour étudier l'ensemble des documents soumis par l' AIS ainsi que les résultats du Comité de lecture ad hoc.

La partie européenne souhaite que l' AIS développe dans ses procédures les mesures prises en cas de conflit d'intérêt et les mesures envisagées par l' AIS en cas de plaintes d'une partie prenante à l'encontre de l' AIS, notamment sur des questions d'éthique et de conflit d'intérêt.

13. Institutionnalisation du FLEGT

La partie camerounaise informe que la mise en œuvre de l' APV devient une activité structurante des programmes sectoriels, du budget et du projet d'organigramme du MINFOF.

En anticipation de la mise en place du projet d'organigramme, le MINFOF est en cours d'affectation des ressources humaines sur la mise en œuvre de l' APV. Un appui du programme EU FAO FLEGT sur la structuration des services impliqués dans la mise en œuvre de l' APV devrait être sollicité dans les meilleurs délais.

14. Communication

La partie camerounaise a présenté le nouveau site internet du MINFOF sur l' APV. La partie européenne a félicité la partie camerounaise pour les efforts en termes de communication et a rappelé l'importance de ce type d'initiative dans le contexte du RBUE et l'encourage à le finaliser. Les équipes camerounaise et européenne se réuniront à cet effet. Il est noté que des efforts seront faits pour que les informations soient disponibles en anglais et français.

15. Mise en œuvre de l'Annexe VII

La partie camerounaise a indiqué que des TdR sont en développement pour la collecte d'informations, leur validation, leur publication et la mise à jour du site, ainsi que les procédures correspondantes.

16. Agenda anti-corruption

La partie camerounaise a indiqué que des activités faisant suite à l'atelier sur ce thème ont été incluses au plan d'activité 2013. Dans le cadre d'un projet mené par l'ONG FODER, 100 personnes de la Région de l'Est devraient être formées à la lutte anti-corruption.

Une étude a été réalisée sur les niches de corruption par le MINFOF. Un atelier sera organisé pour partager les résultats de cette étude. Une nouvelle cellule de lutte anti corruption a également été mise en place et présidée par une personnalité indépendante au MINFOF. Un manuel de l'agent probe du MINFOF a été développé.

17. Plan d'activité 2013

Le CNS a demandé de mettre l'accent sur 3 points principaux présentés dans le plan d'activité 2013 :

- Le développement de l'application SIGIF
- La délivrance des certificats de légalité

- La délivrance des autorisations FLEGT

En complément, la partie européenne attire l'attention de la partie camerounaise sur la nécessité de lancer des actions sur les points suivants :

- la gestion des non-conformités
- les bois importés et en transit
- le MIB et la structuration du marché domestique
- l'impact de l'APV, important dans le cadre des évaluations des politiques publiques
- le bois issu de la conversion des terres forestières au bénéfice de l'agro-industrie, des projets d'infrastructures et miniers

18. Appels à proposition

La partie européenne a présenté deux initiatives :

- Un nouveau programme EU FAO FLEGT est mis en place. Un premier appel à propositions qui couvre notamment le Cameroun a été lancé et doit se clôturer le 30 juin prochain. Des thèmes spécifiques sont identifiés pour le Cameroun dans les lignes directrices de l'appel à propositions.
- Un nouvel appel à propositions devrait être lancé dans les prochains jours par la Délégation de l'Union européenne avec un budget de 300 000 €. Il cible les organisations de la société civile, les ONG et les organisations professionnelles. Les thématiques probables de cet appel à propositions devraient être :
 - o Impact de l'APV
 - o Appui à la structuration et à la représentation des PME de la filière (forêt, transformation et négoce)
 - o Observation des liens entre la forêt et les autres secteurs (mines et agro-industries)

Le Comité s'est terminé le 26 Avril 2013 à 14h30.

Annexe I : La liste des participants

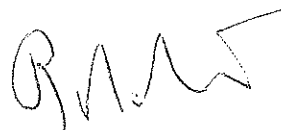
Pour la partie camerounaise



NGOLE PHILIP NGWESE

Ministre des Forêts et de la Faune

Pour l'Union Européenne



RAUL MATEUS PAULA

Ambassadeur, Chef de la Délégation

